



OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^E CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte
anti-impérialiste
et la question
nationale
aujourd'hui

1.50
euro

QUELLE SOUTIEN AUX LUTTES DANS LES PAYS DOMINÉS ?

Ce texte est une résolution du VIe Congrès de l'OCML Voie Prolétarienne, congrès qui s'est tenu en avril 2004. Il réaffirme les positions anciennes de VP sur la question nationale dans les pays dominés, tout en les prolongeant par des éléments d'analyse actuels du système impérialiste.

Nous avons abordé les grandes tendances de l'évolution récente de l'impérialisme. Nous avons noté le développement important du capitalisme dans certains Etats dominés par l'impérialisme. Dans ces pays-là, les tâches principales sont sociales, bien que les sentiments nationaux, accentués par l'aggravation de la domination impérialiste, continuent de jouer un rôle. Cela implique que dans un certain nombre de pays dominés pénétrés en profondeur par le capitalisme, comme l'Argentine, la lutte principale est pour le socialisme, même si les communistes doivent tenir compte tactiquement des sentiments nationaux qui animent les mobilisations. Le débat qui a précédé l'adoption de cette résolution a aussi permis de noter nos lacunes dans l'analyse de la situation internationale, d'approfondir certains aspects tactiques et d'autocritiquer des positions prises antérieurement dans notre presse (par rapport à l'UCK, au Kosovo, par rapport à l'AFDL du Zaïre et sur la caractérisation de l'étape de la révolution en Argentine). Pourquoi notre organisation s'est-elle à nouveau penchée sur cette question, concernant surtout les tâches des communistes dans les pays dominés, alors même que le mouvement anti-impérialiste en France ne pose pas ce type de problèmes ?

Parce que la construction du parti implique un travail de politisation de travailleurs qui ne se fait pas seulement sur des questions françaises mais embrasse la lutte de classe au niveau mondial.

Parce que pour exister en tant que communistes nous devons lutter contre les agissements de l'impérialisme et du nôtre en particulier. Mais lutter contre notre impérialisme ne veut pas dire soutenir tout ce qui bouge comme, par exemple, tous les mouvements de résistance irakienne. La résolution définit les critères politiques qui permettent de déterminer qui soutenir parmi les organisations luttant contre l'impérialisme. que la solidarité internationale qu'on porte autour de nous implique des soutiens concrets. C'est ainsi que nous avons organisé le comité contre la guerre « qui a fait venir une délégation de RAWA, l'Association Révolutionnaire des Femmes Afghanes. Résumé, contrairement aux trotskistes, nous pensons que la permanence de domination impérialiste induit celle de la lutte pour l'égalité des nations. Mais contrairement aux nationalistes bourgeois et petit-bourgeois, ou même à certaines organisations qui se réclament du communisme, nous inscrivons la lutte pour l'indépendance dans le cadre de la lutte pour la libération sociale.

Le Comité Directeur de Voie Prolétarienne.

1. PRÉAMBULE

Depuis 1990, la «mondialisation», a renforcé la domination des puissances et des trusts impérialistes sur l'ensemble du monde. Pour l'ensemble des exploités l'accroissement de la guerre économique qui en a résulté a eu des conséquences dramatiques. Dans les pays impérialistes : ruine d'entreprise, licenciements de masse, perte de droits, appauvrissement... Dans les pays dominés, la dérégulation a entraîné la liquidation des industries locales et concurrentes, qui s'étaient construites à l'abri de protections douanières, la mainmise impérialiste sur les services et entreprises rentables et l'implantation d'industries appartenant à, dépendant ou soustraitantes des multinationales ; accroissant ainsi la dépendance politique de ces pays. Dans les campagnes, c'est la déstructuration complète de l'agriculture qui entraîne exode rural, famines...

Depuis bientôt quinze ans, les interventions impérialistes se multiplient sous couvert de motifs «humanitaires», de «lutte contre le terrorisme», ou de défense de la «démocratie» et des peuples. Cela n'arrive pas à masquer d'une part l'exacerbation des contradictions impérialistes, et d'autre part que des états formellement indépendants ou des régions entières sont mises sous tutelle par les puissances impérialistes, soit directement (Irak), soit sous couvert de l'ONU (Kosovo).

La période actuelle que l'on appelle «mondialisation» est marquée par la lutte inter-impérialiste : affaiblissement tendanciel des USA, montée de la Chine qui s'affirme en puissance impérialiste, tentative de constitution de l'impérialisme européen au niveau politique.

L'agressivité de l'impérialisme américain, menacé dans son hégémonie, suscite de nombreuses oppositions qui se sont manifestées fortement contre la guerre d'agression de l'Irak, et maintenant contre son occupation. Il y a celles des impérialismes concurrents, celles de bourgeoisies dominées réactionnaires (régime irakien de Saddam Hussein, principautés du Golfe), celles de bourgeoisies dominées et déstabilisées par la «mondialisation». Enfin, il y a les oppositions populaires, celles des petites bourgeoisies des pays impérialistes, celles enfin des exploités des pays dominés comme des pays impérialistes.

L'opposition à l'impérialisme est composée de courants politiques très différents :

★ La mouvance «alter-mondialiste» (autour d'ATTAC) ne combat ni l'impérialisme, ni le capitalisme qu'elle refuse de désigner comme la cause des maux de la planète et qu'elle appelle «néo-libéralisme».

★ Lutte Ouvrière dénonce l'impérialisme régulièrement dans la classe

ouvrière, mais se refuse à considérer les aspirations nationales des peuples dominés comme un levier possible de la lutte révolutionnaire. En renvoyant dos à dos l'opresseur et les formes de résistance nationale elle évite de participer aux actions de solidarité avec ces organisations et réduit son anti-impérialisme à un discours bien souvent humaniste et moralisateur. Cette attitude est partagée par une partie des anarchistes.

★ d'autres au contraire, comme la LCR, accordent tellement d'importance à la lutte démocratique dans les pays impérialistes comme les pays dominés qu'ils se mettent à la remorque de cette lutte sans critique et sans analyse de leur caractère de classe.

★ Il existe aussi une tendance réelle dans le monde à un front commun type «trois mondiste» contre la super-puissance américaine, dans lequel les exploités et les peuples sont en fait manipulés par les bourgeois dans leur lutte contre l'hégémonie américaine. Cela aboutit à soutenir un impérialisme contre un autre. En France, cela s'est manifesté dans une sorte de front commun derrière Chirac lors de la guerre en Irak.

★ Enfin, l'opposition des partis et organisations communistes des pays impérialistes et des pays dominés, qui bien que souvent minoritaires, doivent faire de la lutte anti-impérialiste un levier pour la révolution sociale.

★★★

VP a connu, dans cette période, des débats quant à l'appréciation de mouvements porteurs d'aspiration nationale (soutien ou pas à l'UCK au Kosovo), de mouvements ayant renversé des régimes corrompus inféodés à l'impérialisme (l'AFDL de Kabila, au Zaïre), enfin plus récemment sur la caractérisation de l'étape de la révolution en Argentine, où le mouvement populaire est fortement porteur d'une hostilité à l'impérialisme américain, et affirme une identité nationale forte.

L'objectif de cette résolution est de faire le point sur ces questions et de réaffirmer les positions de l'organisation qui a toujours eu le souci de l'indépendance de classe en se démarquant des conceptions opportunistes qui poussent la classe ouvrière à la remorque des bourgeoisies au nom de l'élargissement de la lutte anti-impérialiste. De même, nous nous démarquons des positions qui cultivent l'isolement des ouvriers sous prétexte de construire cette indépendance de classe. Face à ces positions, nous affirmons l'articulation indispensable de la lutte anti-impérialiste et de la lutte sociale, sous direction prolétarienne.

L'objectif est également de donner des éléments permettant d'analyser les situations concrètes.

2. PERMANENCE DE LA DOMINATION ET DE LA RÉVOLTE

La domination impérialiste, en ce début du XXI^e siècle, s'exerce sous des formes différentes d'il y a un siècle. La très grande majorité des exploités vivent dans des Etats reconnus comme indépendants, dont beaucoup sont passés durant le XX^e siècle d'une situation coloniale à ce statut d'Etat indépendant. Pourtant dans la plupart des cas, cette indépendance reste très faible à l'égard des puissances impérialistes. Elle est plus formelle que réelle. Comme l'affirme VP dans sa plateforme, cette indépendance n'a pas supprimé la dépendance économique, militaire et donc politique de beaucoup de pays à l'égard des puissances impérialistes. Celle-ci prend des formes multiples : dépendance directe comme celle les anciennes colonies françaises, dépendance à l'égard des puissances financières internationales (FMI, Banque Mondiale), dépendance à l'égard de ceux qui s'appuyant sur leur puissance économique, financière, et militaire, se disputent des régions du monde dont le contrôle est stratégique dans la concurrence inter impérialiste (pétrole, ressources, marchés...). La dette des pays dominés est à la fois un moyen essentiel de transfert de la plus-value vers les métropoles impérialistes et un outil puissant pour maintenir ces économies en état de domination.

Avec l'impérialisme, le capital est devenu le rapport de classe dominant au niveau mondial. La classe ouvrière industrielle tend à croître, comme le nombre des autres salariés exploités avec la prolétarianisation des masses paysannes des pays dominés. L'activité sociale et politique de la classe ouvrière tend à se développer. L'extension du rapport d'exploitation capitaliste renforce la nécessité et la possibilité d'une direction de la classe ouvrière, sur le combat de tous les exploités et en particulier dans la lutte contre l'impérialisme, dans toutes les régions du monde. Toutefois, le mouvement de pénétration du capitalisme dans les pays dominés, n'est ni égal, ni continu. La classe ouvrière industrielle se développe dans des pays comme le Brésil, la Turquie, le Mexique, la Chine.... en partie du fait de délocalisations industrielles. Mais des pays restent en dehors de ce mouvement comme nombre de pays d'Afrique subsaharienne. Certains pays qui avaient connu un début d'industrialisation ont vu, du fait des exigences de l'OMC et du FMI, leur économie nationale s'écrouler sous la pression de la concurrence internationale (Argentine). La contradiction qui oppose les impérialismes aux pays aux peuples dominés marque la lutte au niveau mondial. Au sein même des pays impérialistes se développe, sous direction de la petite bourgeoisie, une opposition à l'impérialisme. Elle se manifeste en particulier dans le soutien

aux Sans-Papiers, le mouvement altermondialiste ou celui contre la guerre. La mobilisation contre la guerre est cependant essentiellement le rejet des interventions militaires US. L'intervention impérialiste française en Côte d'Ivoire, par exemple, n'a pas suscité de mouvement d'opposition.



Les contradictions du capitalisme mondial ont, dans certains pays dominés, des conséquences exacerbées (crise financières et industrielle comme en Amérique latine, guerres endémiques comme en Afrique). Dans le même temps, l'essentiel des activités rentables de ces pays passent sous le contrôle des sociétés impérialistes. Ces phénomènes, conjugués à la relative stabilité et prospérité des puissances impérialistes ne peuvent qu'exacerber, les frustration nationales des peuples de ces pays, qui peuvent prendre des formes allant des mouvements religieux réactionnaires à des soulèvements populaires autour des questions nationales et démocratiques. Dans les pays dominés, la permanence des questions démocratiques est un puissant levier dans la lutte anti-impérialiste.

Dans le même temps, un certain nombre de pays connaissent un développement rapide par l'implantation d'usines de main d'œuvre. Des classes ouvrières commencent à se constituer en conscience et des organisations nais-

sent qu'il s'agit de soutenir (Indonésie, Thaïlande). De façon plus générale, pour les fermetures aussi bien que pour les implantations nouvelles, le caractère de plus en plus mondial des investissements des entreprises s'affirme. La réaction des travailleurs, qui demanderait à être de plus en plus internationale, reste cependant encore dans un cadre largement national. Mais les conditions existent pour que se développent des liens entre classes ouvrières, qu'elles soient de pays impérialistes ou de pays dominés.

La Chine est aujourd'hui un pays impérialiste, n'est plus socialiste depuis bien longtemps. Le libéralisme s'y développe sur le plan économique, tandis que le pays continue d'être régi par une dictature militaro-policière. Les conditions de vie de la classe ouvrière y sont pires qu'en Europe; toute forme d'organisation indépendante y est interdite.

Entamée dans les années 50, la construction européenne veut constituer un impérialisme apte à concurrencer celui des USA. L'Union Européenne n'a jamais été le rempart qui nous protégerait de la compétition inter-impérialiste, mais son fondement est de nous y entraîner. La convention européenne chargée d'élaborer une constitution soutenue par la plupart des partis de gauche et de droite (PS, Verts, UMP..) veut accélérer le renforcement de cet impérialisme. Dans le même temps, les USA multiplient les assauts pour diviser

les pays membres actuels ou futurs sur les questions politiques et retarder le renforcement de cet impérialisme européen en construction. L'axe franco-allemand est le maillon fort de cette construction.

Pour nous communistes, il en découle inévitablement un rejet de l'Europe telle qu'elle se construit actuellement. En Allemagne, en Italie... la réforme des retraites entraîne le même type de luttes qu'en France. Cela nous impose des tâches de liaisons internationales de ces luttes (dans un premier temps en les popularisant). VP doit approfondir l'analyse de l'impérialisme européen et des tâches qui en découlent.

3. DOMINATION IMPÉRIALISTE ET LUTTE POUR LE SOCIALISME

La réalité de cette domination et la polarisation qu'elle provoque ne signifient pas pour VP que les pays dominés en soient tous à une étape de révolution nationale (contre l'impérialisme) et démocratique (contre les secteurs «semi féodaux»). Pour nous, ce qui détermine le caractère de la révolution (de l'étape stratégique) c'est l'état du développement des rapports sociaux. Là où l'affrontement politique principal oppose la classe ouvrière et la bourgeoisie, l'étape est celle du socialisme, que le pays soit dominé ou indépendant.

★★★

Les pays dominés peuvent se répartir en trois catégories :

★ Les pays coloniaux où se pose encore la question de l'indépendance nationale politique, et où la révolution a pour l'immédiat un caractère national et démocratique (Palestine, Antilles..).

★ Les Etats indépendants (qu'ils aient été colonisés antérieurement ou non) où les rapports capitalistes ne sont pas dominants. Les classes dominantes y sont issues des aristocraties tribales, des propriétaires fonciers qui maintiennent des rapports d'exploitation de type servile (Equateur, Népal...), ou des seigneurs de la guerre qui se sont imposées dans les crises avivées par l'impérialisme (Afghanistan, Libéria, Sierra Leone, Congo ex- Zaïre). Dans ces pays l'étape révolutionnaire est encore démocratique et nationale.

★ Enfin, dans les pays dépendants qui ont connu un développement capitaliste important, bien que souvent fragile, et où la classe ouvrière est la classe dominante dans le camp des exploités (dominante ne signifiant pas nécessairement majoritaire) l'étape est celle du socialisme. Ce qui, à nos yeux, est aujourd'hui le cas de l'Argentine, de l'Algérie, du Brésil...

Cette répartition n'est qu'un cadre qui porte le risque du schématisme. En

aucun cas elle ne peut se substituer à une analyse concrète, certains pays dominés pouvant se trouver dans des situations intermédiaires plus complexes.



Toutefois, pour ces Etats où l'étape est celle du socialisme, le fait que le pays soit dominé, ou que la bourgeoisie y règne dans des formes de dictature ouverte, ou qu'il y subsiste de forts secteurs non capitalistes (latifundiaire dans l'agriculture) a des conséquences tactiques très importantes. La lutte pour le socialisme doit prendre en compte ces facteurs dans son contenu programmatique (revendications nationales et/ou démocratiques), et dans les alliances que les ouvriers devront rechercher. Cette lutte doit tenir compte les facteurs subjectifs et historiques. L'ignorer conduit inévitablement à l'isolement de la classe ouvrière et des communistes. La prise en compte de ces facteurs ne change pas la nature de l'objectif stratégique. Mais ces facteurs doivent être pris en compte par les communistes dans la définition de leur tactique, et des mots d'ordre mis en œuvre pour atteindre la révolution sociale.

La tâche des communistes n'est pas de s'opposer frontalement aux aspirations nationales anti-impérialistes des peuples opprimés, mais de l'orienter vers la lutte pour le socialisme, sous la direction de la classe ouvrière. Cela

implique la lutte politique au sein du mouvement antiimpérialiste, contre les tenants d'une voie nationaliste bourgeoise. Il existe cependant des situations dans lesquelles les communistes doivent ouvertement combattre le sentiment national : quand il s'inscrit dans le cadre de la domination d'autres nations (par exemple l'annexion du Sahara occidental par le Maroc ou le chauvinisme grand Turc qui s'exerce aux dépens du mouvement de libération nationale du Kurdistan).

En l'absence d'Internationale communiste, cadre nécessaire au développement d'un point de vue communiste sur les tâches au niveau mondial, nous devons être prudents dans notre appréciation des situations spécifiques. Toutefois cette prudence ne doit pas signifier abandon de nos points de vues politiques, mais plutôt souci de confrontation et de débat. Nous porterons notre point de vue, synthétisé par cette résolution, au sein des débats des regroupements de partis et organisations marxistes-léninistes. Cela vaut pour notre appréciation des objectifs révolutionnaires en Argentine, comme dans les débats au sein du mouvement marxiste-léniniste, où domine une tendance à considérer que seuls les pays impérialistes sont actuellement à l'étape de la révolution socialiste, et que tous les pays dominés sont encore, quelle que soit leur caractérisation de classes, à l'étape démocratique et nationale.

4. LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE ET ALLIANCES DE CLASSES

L'histoire nous montre que la transformation d'une révolution démocratique et nationale en lutte pour le socialisme dépend de la capacité de la classe ouvrière et de son parti à prendre la direction de cette lutte. Seul le socialisme peut en effet assurer l'indépendance économique et politique des nations, et des rapports de libre coopération entre celles-ci.

Cela rend indispensable l'affirmation du fait que, dans tous les pays, aujourd'hui, les tâches nationales et démocratiques ne peuvent plus être réalisées de manière conséquente que par la classe ouvrière et les exploités.



Dans les pays où la révolution démocratique et nationale est à l'ordre du jour, l'alliance de la classe ouvrière avec les paysans pauvres et moyens, force principale de la révolution, est la plus importante et la plus stable. Cette alliance s'étend à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie nationale. Mais VP considère que si cette dernière, opprimée par l'impérialisme, a objectivement intérêt à une révolution nationale, elle tend à la limiter à un contenu bourgeois. C'est une force intermédiaire, fondamentalement instable, qui penchera nécessairement vers la voie

capitaliste si elle en a la possibilité. D'une part si les contradictions de l'impérialisme le permettent, d'autre part si le Parti Communiste ne réussit pas à gagner la direction de la Révolution. Dans le cas d'une révolution dirigée par le PC, elle peut être une alliée du fait de ses intérêts opposés à l'impérialisme.

Dans ces pays où le poids de l'industrie reste négligeable, les villes ont attiré un grand nombre de paysans ruinés ou sans terre qui survivent dans la misère. Faute d'analyse et d'échange avec des forces communistes de pays dominés, nous ne savons cependant pas évaluer les potentialités révolutionnaires de ces populations ni les conditions pour les rallier à la révolution.



Parmi les exploités, dans les pays à fort développement capitaliste, la petite bourgeoisie salariée des villes représente à la fois l'allié essentiel de la classe ouvrière et un rival politique pour la direction du mouvement anti-capitaliste. L'exemple argentin nous apprend comment, selon les rapports de force locaux, soit la petite bourgeoisie, soit la classe ouvrière polarise sur ses objectifs le mouvement populaire.

A l'occasion de la chute de Mobutu au Zaïre, et lors des conflits du Kosovo, l'organisation et le journal *Partisan* ont présenté des mouvements tels que l'AFDL (dirigé par Kabila) et l'UCK

comme «progressistes», avec des composantes révolutionnaires et ayant pour objectif une révolution nationale démocratique. Mais le journal ne se positionnait pas de manière juste (compte tenu des éléments politiques que nous avions) sur l'importance et l'indépendance de ces composantes et sans non plus que nous définissions suffisamment le contenu de l'étape révolutionnaire dans ces pays. Cette interprétation a débouché sur un soutien explicite à l'AFDL et l'UCK qui pouvait être acceptable dans une première période, mais n'était pas suffisamment accompagné de réserves et de critiques. D'autre part, ce soutien s'est prolongé alors même que la direction bourgeoise de ces mouvements l'avait clairement emporté et que la collusion des dirigeants de ces mouvements avec l'impérialisme devenait évidente. Enfin cette position erronée s'est perpétuée des mois durant, le journal n'ayant pas publié (pour l'UCK) ou très tardivement (pour l'AFDL) un positionnement explicitant l'arrêt de notre soutien.

La préparation des exploités à l'étape socialiste, dans la lutte démocratique, repose principalement sur le développement de leur indépendance politique, idéologique et organisationnelle vis-à-vis des forces bourgeoises, contre lesquelles elles devront inévitablement se retourner.

5. NOS TÂCHES

ANTI-IMPÉRIALISTE DANS LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION NATIONALE ET L'EXPLOITATION

La lutte des ouvriers des pays impérialistes et celle des peuples et classes exploitées des pays dominés sont des luttes qui se conjuguent contre un ennemi commun. Aussi, la lutte des peuples des pays dominés est partie intégrante de notre combat. Les coups qu'ils portent à l'impérialisme français et européen l'affaiblissent et sont une aide à notre combat ici. Développer la solidarité anti-impérialiste, ce n'est pas seulement aider d'autres exploités, c'est reconnaître que ceux qui luttent ainsi, nous aident nous-mêmes. La solidarité, c'est l'entraide dans un combat commun.

Les richesses que les impérialistes tirent de leur domination du monde (matières premières aux prix les plus bas, exploitation des peuples et des travailleurs des pays dominés) ne suffisent plus à amortir suffisamment l'effet des contradictions du système impérialiste. S'ils ont pu ainsi endormir des travailleurs, et entretenir une aristocratie ouvrière qui se fait le relais de leurs idées parmi les travailleurs des pays impérialistes, la guerre économique réduit leurs marges de manœuvre. Les contradictions du capitalisme ne peuvent plus épargner les travailleurs des métropoles impérialistes. De meilleures conditions objectives existent donc

pour le développement de luttes solidaires entre travailleurs des pays impérialistes, et pour un combat plus efficace contre le chauvinisme.

Toutefois, malgré l'affaiblissement des organisations réformistes, le mode de pensée qu'ils ont développé dans la classe ouvrière est encore un obstacle au plein développement d'une solidarité internationaliste (chauvinisme du «produisons français», passivité face aux agressions de notre impérialisme, économisme).

Dans ce cadre, la solidarité entre classes ouvrières de différents pays, impérialistes et dominés, occupe une place particulière. La concentration des trusts, le développement de la division internationale du travail, rend de plus en plus nécessaire le combat commun contre des patrons communs.

La lutte anti-impérialiste est donc ici essentielle. Elle doit bousculer des années de domination économistes et chauvine qui ont réduit à rien la solidarité internationaliste, la subordonnant toujours à la défense des intérêts nationaux de la France. Même si le PCF est aujourd'hui discrédité, les idées chauvines qu'il a semé ont prospéré, et elles sont bien présentes dans la classe ouvrière. Dans ce contexte, les communistes ont deux types de tâches :

★ Des tâches dites «négatives», puisqu'elles consistent principalement à dénoncer et à combattre les agissements de notre bourgeoisie impérialis-

te, contre les peuples et nations dominés (interventions militaires, diplomatiques, économique...). Dans ce cadre nous devons affirmer clairement le droit des nations à exproprier tous les avoirs, capitaux, entreprises, possédés par nos entreprises dans ces pays, et cela quelque soit le régime politique qui les mette en œuvre. Le but de ces tâches est de manifester sans ambiguïté à l'égard des peuples dominés, que nous ne partageons aucun des intérêts de nos bourgeoisies. Il est légitime que ces peuples et ces travailleurs, qui ont été et sont asservis dans l'indifférence des partis réformistes, ne nous jugent pas sur de simples paroles, mais sur des actes. Une des manifestations de cette tâche négative est le mot d'ordre de «soutien aux luttes des peuples», lorsque celui-ci ne peut pas se traduire en positif par un soutien à une organisation précise. Dans un pays comme la France, le mot d'ordre d'annulation de la dette du tiersmonde (étatique et privée) clarifie notre rejet de la domination impérialiste. Dans les pays dominés eux-mêmes, il ne suffit pas à scissionner clairement d'avec les politiques nationalistes bourgeoises.

★ Dans cette lutte nous devons soutenir en positif toutes les forces qui luttent pour permettre aux exploités de ces pays de s'émanciper de la domination impérialiste, de l'exploitation, et de la domination des classes réactionnaires locales. Ce sont des tâches positives.

C'est pour cela que nous avons soutenu RAWA, en Afghanistan. Ces tâches positives, ces solidarités concrètes, permettent de briser l'isolement et la résignation. Elles sont un facteur de stimulation idéologique et politique des travailleurs conscients et des militants.

Nos tâches positives ne sauraient se limiter au seul soutien d'organisations communistes ou de mouvements dirigés par des communistes. Dans le contexte international actuel de faiblesse des mouvements communistes, notre soutien doit aller aux mouvements anti-impérialistes progressistes porteur des intérêts des exploités, qui :

- affirment que la libération des peuples et des exploités dépend principalement de leur lutte indépendante,

- sont laïques et font de la question religieuse une question personnelle.

- luttent pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

- défendent les droits démocratiques des minorités nationales et refusent toute conception ethnique.

- recherchent et développent des liens de solidarité et d'entraide internationaliste.

- ne développent pas de position contre les communistes et les acceptent dans leurs rangs.

Enfin, une mention toute particulière doit être apportée au travail commun avec des syndicalistes progressistes de pays dominés. Ce travail doit s'inscrire dans la construction d'un réseau syndical sur des bases de classe.

Nous devons rechercher ces liens. Sans s'illusionner sur leur portée concrète, ils sont cependant nécessaires pour notre propagande internationaliste en entreprise.



Notre internationalisme et la lutte contre l'impérialisme supposent que nous œuvrions, dans la mesure de nos moyens, aux débats et aux échanges internationaux en vue de reconstruire une internationale communiste et dans ce cadre-là, nous privilégions donc l'entraide entre organisations communistes, et le soutien mutuel à leur renforcement.

**6. LA QUESTION
ANTI-IMPÉRIALISTE ET LA
QUESTION NATIONALE
CONCERNENT DIRECTEMENT
LA CLASSE OUVRIÈRE DE FRANCE
ET D'EUROPE.**

L'anti-impérialisme est une des conditions de la fondation de l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière dans les pays impérialistes, où elle est formée de travailleurs d'origines diverses. Cette unité suppose évidemment la lutte commune ici, lutte économique et lutte politique contre l'exploitation. Mais l'unité dans la lutte économique peut être une unité de circonstance, si elle ne se trouve pas épaulée par une dénonciation sans faille de notre impé-

rialisme, et des préjugés chauvin ou racistes, issus du passé colonial et entretenus par la bourgeoisie. La classe ouvrière est multinationale, les ouvriers sont issus pour une part non négligeable de pays qui ont vécu sous le joug colonial de la bourgeoisie française et qui sont encore sous sa domination économique et politique. Ils gardent de ce fait une méfiance vis-à-vis des travailleurs français, qui développent souvent à leur égard des attitudes racistes et un mépris « colonial ». Les communistes agissent, en toute circonstance, en ayant le souci de faire reculer parmi les travailleurs les préjugés chauvins, pour imposer les revendications d'égalité absolue de tous les droits, pour la régularisation de tous les Sans-Papiers dont la majeure partie appartient à la classe ouvrière. Ils ont le souci de faire tomber les préjugés, et de développer entre tous les ouvriers des rapports réellement fraternels. Ainsi nous travaillerons à la défense des intérêts communs à tous les travailleurs, en créant les conditions d'unité plus grande des travailleurs dans leur lutte contre les patrons et la bourgeoisie.

Beaucoup de travailleurs d'origine étrangère sont issus de pays dominés, où l'étape de la révolution est encore parfois démocratique et nationale. Ces travailleurs, qui gardent encore des liens étroits avec leur pays, sont donc confrontés à deux types de tâches : ici la lutte pour le socialisme; là-bas la lutte dans leur pays qui, dans certains

cas peut en être encore à une étape démocratique et nationale. En tant que communistes de France, nous sommes confrontés parfois à l'engagement de travailleurs immigrés dans les combats de leurs pays d'origine. Nous assumons, en tant que tâche secondaire, la préparation des camarades ouvriers à être à la direction de ces luttes sur la base de leurs intérêts de classe. Elles sont secondaires mais complémentaires et doivent être un élément de politisation révolutionnaire de ces camarades. Pour cela, nous entretenons ou cherchons à entretenir avec les organisations communistes des pays d'origine des immigrés des relations fraternelles d'entraide. (Il nous faudra plus précisément analyser les organisations des travailleurs immigrés en France.). Cependant, la tâche principale de VP est de les intégrer à la lutte des classes en France, sur la base d'une formation communiste et internationaliste ★

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : Préambule	5
CHAPITRE 2 : Permanence de la domination et de la révolte	7
CHAPITRE 3 : Domination impérialiste et lutte pour le socialisme	9
CHAPITRE 4 : Lutte anti-impérialiste et alliances de classes	11
CHAPITRE 5 : Nos tâches anti-impérialistes	12
CHAPITRE 6 : La classe ouvrière de France et d'Europe	14

DISPONIBLE ÉGALEMENT :

Deux autres textes issus du 6^e Congrès de Voie Proletarienne :

- ★ Manifeste «De la résistance à la contre-offensive»
- ★ La lutte pour la transformation des rapports hommes-femmes fait partie de la lutte pour la révolution.

1^{ER} TRIMESTRE 2005